

Le secteur pétrochimique et les industries connexes, pilier de longue date de l'économie algérienne, offrent maintenant pour les entreprises canadiennes des possibilités nouvelles d'échanges commerciaux, d'investissements, de co-entreprises et de transferts de technologies. D'autres secteurs, comme l'agriculture, l'agro-alimentaire et la technologie de pointe, présentent aussi des débouchés.

Il y a également en Algérie d'importants marchés publics de travaux et de services dans des secteurs où le Canada a une grande expérience, par exemple les hydrocarbures et la pétrochimie, l'activité minière, l'énergie hydraulique et l'infrastructure des transports et des communications.

Ces marchés publics offrent d'excellents débouchés pour la technologie et le savoir-faire canadien. L'Algérie a pour politique de diversifier ses fournisseurs et voit d'un bon oeil la position du Canada sur les grandes questions mondiales. La capacité qu'ont les entreprises canadiennes de travailler en français est aussi un net avantage. Les entreprises canadiennes d'avant-garde sont aussi très réputées pour leur excellence et pour leurs réalisations.

La libéralisation de différents éléments clés de l'économie algérienne est toutefois ce qui permet de convertir toutes ses possibilités en réalisations concrètes. J'aimerais donc traiter plus en détail du phénomène. Dans le cadre de son programme de réforme économique, le gouvernement a annoncé que cent entreprises allaient être privatisées, en totalité ou en partie. Récemment adoptée, une nouvelle loi sur l'électricité prévoit la dissolution du monopole de distribution de l'électricité et du gaz détenu par Sonelgaz, ainsi qu'une aide à la construction de centrales privées.

L'exploration en cours en Algérie.

Le secteur des hydrocarbures est un des piliers de l'économie algérienne; il représente directement le quart du PIB. Suivant les estimations officielles, les réserves confirmées se situent entre 9,2 et 9,9 milliards de barils de pétrole et s'élèvent à 5,1 milliards de tonnes de gaz naturel. Cependant, une importante part du vaste territoire de l'Algérie reste inexplorée et, comme le laissent croire les nombreuses découvertes des dernières années, les ressources potentielles du pays sont incroyables. Stimuler l'investissement étranger dans le secteur des hydrocarbures favoriserait l'exploitation accélérée de ces réserves.

À l'heure actuelle, Sonatrach, douzième groupe pétrolier en importance dans le monde, a mis en place de très nombreuses alliances avec diverses entreprises privées étrangères. Depuis 1992, la société a signé plus de 20 accords d'exploration avec des sociétés pétrolières étrangères.

Néanmoins, il ne s'agit que d'une infime partie de ce qu'il y a à faire. L'actuel ministre de l'Énergie et des Mines, M. Chakib Khelil, a récemment annoncé que le gouvernement se propose d'opérer une restructuration en profondeur de Sonatrach, principalement en vue d'attirer l'investissement étranger nécessaire à la réalisation d'un programme de développement de cinq années d'une valeur de 19,2 milliards de dollars américains.